

ANNEXE IV

DISPOSITIONS RELATIVES AUX REDEVANCES ET DROITS DE LICENCE

1.- Aux fins de l'article 24 (§ 4 c) du Code des Douanes et quels que soient les pays de résidence du bénéficiaire, on entend par redevances et droits de licence notamment le paiement pour l'usage de droits se rapportant :

a) à la fabrication de la marchandise importée (notamment les brevets, les dessins, les modèles et les savoir-faire en matière de fabrication)

ou

b) à la vente pour l'exportation de la marchandise importée (notamment les marques de commerce ou de fabrique, les modèles déposés)

ou

c) à l'utilisation ou à la vente de la marchandise importée (notamment les droits d'auteur, les procédés de fabrication inséparablement incorporés dans la marchandise importée).

2.- Néanmoins, lors de la détermination de la valeur en douane, les frais relatifs au droit de reproduire les marchandises importées à Madagascar, ne seront pas ajoutés au prix effectivement payé ou à payer pour les marchandises importées.

3.- Indépendamment des cas prévus dans le paragraphe 2 ci-dessus, lorsque la valeur en douane de la marchandise importée est déterminée par application des dispositions de l'article 24 du Code des Douanes, la redevance ou le droit de licence n'est à ajouter au prix effectivement payé ou à payer que si :

a) ce paiement est en relation avec la marchandise à évaluer et en constitue une condition de vente,

b) le vendeur ou une personne qui lui est liée requiert de l'acheteur d'effectuer ce paiement.

4.- Lorsque la marchandise importée constitue seulement un ingrédient ou un élément constitutif des marchandises fabriquées à Madagascar, un ajustement du prix effectivement payé ou à payer pour la marchandise importée ne peut être effectué que si la redevance ou le droit de licence est en relation avec cette marchandise.

5.- L'importation de marchandises non assemblées ou n'ayant subi qu'une opération mineure avant la revente, telle qu'une dilution ou un emballage, n'exclut pas que la redevance ou le droit de licence soit à considérer comme se rapportant aux marchandises importées.

6.- Si les redevances ou les droits de licence se rapportent en partie aux marchandises importées et en partie à d'autres ingrédients ou éléments constitutifs ajoutés aux marchandises après leur importation ou encore à des prestations ou services postérieurs à l'importation, une répartition appropriée n'est pas à effectuer que sur la base de données objectives et quantifiables.

7.- La redevance ou le droit de licence relatif au droit d'utiliser une marque de fabrique ou de commerce visé au paragraphe 1 b) ci-dessus n'est à ajouter au prix effectivement payé ou à payer pour la marchandise importée que si :

a) la redevance ou le droit de licence concerne des marchandises revendues en l'état ou ayant fait l'objet d'une opération mineure après importation,

b) ces marchandises sont commercialisées sous la marque, apposée avant ou après l'importation, pour laquelle la redevance ou le droit de licence est payé,

c) l'acheteur n'est pas libre de se procurer de telles marchandises auprès d'autres fournisseurs non liés au vendeur.

DECISION N° 548... DU 5 OCT 2000
Fixant la forme de la déclaration des éléments
relatifs à la valeur en douane.

Le Directeur des Douanes,

- Vu les articles 24, 24 *bis* et 24 *ter* du Code des Douanes,
- Vu l'arrêté n° 1.1.7.2.2/2.5 OCT 2000, fixant les conditions d'application des articles 24, 24 *bis* et 24 *ter* du Code des Douanes, relatifs à la valeur en douane.

D é c i d e :

CHAPITRE PREMIER

DISPOSITIONS GENERALES.

Article premier.- La déclaration des éléments relatifs à la valeur en douane prévue pour l'application des articles 24 et 24 bis du Code des Douanes doit être établie sur un imprimé, intitulé "*Déclaration des éléments relatifs à la valeur en douane*", dite DV1, conforme au modèle approuvé par le Directeur des Douanes, dont le type est déposé au siège des Chambres de Commerce et dans les bureaux des Douanes.

Cet imprimé doit être confectionné sur du papier de couleur blanche, lisse et collé pour l'écriture, de 21 cm de largeur et 29,7 cm de hauteur, d'une qualité analogue à celle utilisée pour le spécimen visé ci-dessus.

La fourniture de l'imprimé incombe aux redevables.

Art.2.- La déclaration des éléments relatifs à la valeur en douane doit être déposée en deux exemplaires.

Art.3.- La déclaration des éléments relatifs à la valeur en douane doit être rédigée à l'encre et ne peut l'être au crayon. La signature du déclarant et, éventuellement, celle de la caution, doivent être manuscrites.

Il est interdit d'écrire en interligne ou en surcharge.

Les ratures et les renvois ou apostilles doivent être expressément approuvés par le signataire de la déclaration et, éventuellement, par la caution.

Art.4.- Lorsque les énonciations relatives aux différents articles contenus dans un même envoi ne peuvent trouver place sur une seule formule, une ou plusieurs formules dites DV1-bis sont annexées à la première.

CHAPITRE II

**ENONCIATIONS DE LA DECLARATION DES ELEMENTS
RELATIFS A LA VALEUR EN DOUANE**

Art.5.- La déclaration des éléments relatifs à la valeur en douane doit comporter les énonciations suivantes :

Case n°1 - Nom et adresse du vendeur (en caractères d'imprimerie) ;

Case n°2 a)- Nom et adresse de l'acheteur (en caractères d'imprimerie) ;

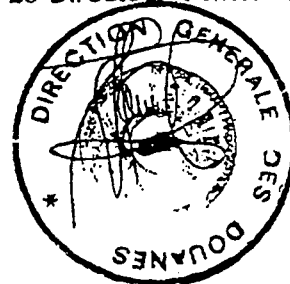
b)- Nom et adresse du déclarant de la valeur (en caractères d'imprimerie) ;

- Case n°3 - Conditions de livraison ;
- Case n°4 - Numéro et date de la facture ;
- Case n°5 - Numéro et date du contrat ;
- Case n°6 - Numéro et date de toute décision douanière concernant les cases n°7 à n°9 ;
- Case n°7 - Les renseignements concernant la nature du lien entre l'acheteur et le vendeur ;
- Cases n°8 et 9 - Les renseignements concernant les conditions de cession ou d'utilisation des marchandises par l'acheteur et celles de la vente ou du prix ;
- Case n°10 - Indication du nombre de feuilles supplémentaires D.V.1 bis jointes, du lieu et de la date d'établissement de la D.V.1 et signature du déclarant ;
- Case n°11 - Base de calcul de la valeur dans la monnaie de facturation ;
- Case n°12 - Total en monnaie nationale ;
- Cases n°13 à 17 - Indication des ajustements applicables à la valeur, en monnaie nationale ;
- Case n°18 - Total des frais et charges, en monnaie nationale, indiqués dans les cases n°13 à 17 ;
- Cases n°19 et 20 - Indication des frais déductibles, en monnaie nationale ;
- Case n°21 - Total des cases 19 et 20 ;
- Case n°22 - Valeur déclarée
- Case in fine - Renseignements complémentaires en cas de paiement en monnaie étrangère, notamment les documents de référence, le montant, le taux de conversion.

Art 6.- La présente décision sera publiée au Journal Officiel de la République de Madagascar.

Antananarivo, le 24 OCT 2000

Le Directeur Général des Douanes



RAMANDRISOA Raymond Claude
Inspecteur Principal des Douanes

ANNEXE 2 5 OCT 2000
à la décision n° 548 du.....

DOUANES MALAGASY

D.V.I

DECLARATION DES ELEMENTS RELATIFS A LA VALEUR EN DOUANE

1. NOM ET ADRESSE DU VENDEUR (Caractères d'imprimerie)		A USAGE ADMINISTRATIF
2.a) NOM ET ADRESSE DE L'ACHETEUR (Caractères d'imprimerie)		
2.b) NOM ET ADRESSE DU DECLARANT DE LA VALEUR (Caractères d'imprimerie)		
3. Conditions de livraison :		6. Numéro et date de toute décision douanière concernant les cases n° 7 à 9 :
4. Numéro et date de la facture :		
5. Numéro et date du contrat :		
7. a) L'acheteur et le vendeur sont-ils LIÉS au sens de l'article 3 de l'arrêté n° du Si "NON", passer à la case n° 8.		
b) Ces liens ont-ils INFLUENCE le prix des marchandises importées ? <input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON		
c) (réponse facultative) La valeur transactionnelle concernant les marchandises importées est-elle TRES PROCHE d'une valeur mentionnée à l'article 24 (§ 2 b) du Code des douanes ? Si "OUI", veuillez donner des explications détaillées : <input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON		
8.a) Existe-t-il des RESTRICTIONS concernant la cession ou l'utilisation des marchandises par l'acheteur, autres que des restrictions qui : - sont imposées ou exigées par la loi ou par les autorités publiques de Madagascar, - limitent la zone géographique dans laquelle les marchandises peuvent être revendues ou - n'affectent pas substantiellement la valeur des marchandises ? <input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON		
b) La vente ou le prix est-il subordonné à des CONDITIONS ou à des PRESTATIONS dont la valeur n'est pas déterminable pour ce qui se rapporte aux marchandises à évaluer ? Spécifier la nature des restrictions, conditions ou prestations, selon le cas <input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON		
Si la valeur des conditions ou prestations est déterminable, indiquez le montant dans la case n° 11 b).		
9.a) Existe-t-il des REDEVANCES et des DROITS DE LICENCE relatifs aux marchandises importées que l'acheteur est tenu d'acquitter soit directement soit indirectement, en tant que condition de la vente ? <input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON		
b) La vente est-elle conditionnée par un accord aux termes duquel une partie du produit de toute REVENTE, CESSION ou UTILISATION ultérieure des marchandises revient, directement ou indirectement au vendeur ? <input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON		
Si vous répondez "OUI" à l'une de ces questions, spécifiez les conditions et, si possible indiquez les montants dans les cases n° 15 et n° 16 <input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON (Marquer d'un X la case appropriée)		
NOTE IMPORTANTE Le déclarant de la valeur qui signe et dépose la présente déclaration s'engage quant à l'exactitude et l'intégralité des éléments figurant sur ce formulaire et sur toute feuille supplémentaire jointe et quant à l'authenticité de tout document présenté à l'appui de ces éléments. Le déclarant de la valeur s'engage également à fournir toute information ou document supplémentaire nécessaire pour la détermination de la valeur en douane des marchandises.		10.a) Nombre de feuilles supplémentaires D.V.1 Bis jointes :
(•)NOTES RELATIVES A LA CASE N°7 Voir article 24 (§ 2 a) du Code des douanes.		10.b) <u>Déclarant</u> Lieu : _____ Date : _____ Signature : _____
		<u>Caution</u> Lieu : _____ Date : _____ Signature : _____

A USAGE ADMINISTRATIF		Position tarifaire	Position tarifaire	Position tarifaire
A. BASE DE CALCUL	11.a) Prix net dans la MONNAIE DE FACTURATION (prix effectivement payé ou à payer).....			
	b) Paiements indirects (voir case 8)			
	(Taux de conversion).....			
	12. TOTAL A (en monnaie nationale)			
B. ADDITIONS : Coûts en MONNAIE NATIONALE, non compris dans A ci-dessus (*) Indiquez CLAPES les éventuelles décisions antérieures des autorités douanières en rapport direct avec ces questions :	13. Coûts supportés par l'acheteur :			
	a) Commissions, à l'exception des commissions d'achat.....			
	b) Frais de courtage.....			
	c) Contenants et emballages.....			
	14. Produits et services fournis par l'acheteur, sans frais ou à coût réduit, et utilisés lors de la production et de la vente pour l'exportation des marchandises importées : Les valeurs indiquées seront imputées de façon appropriée.			
	a) Matières, composants, parties et éléments similaires incorporés dans les marchandises importées			
	b) Outils, matrices, moules et objets similaires utilisés lors de la production des marchandises importées			
	c) Matières consommées dans la production des marchandises importées			
	d) Travaux d'ingénierie, d'étude, d'art et de design, plans et croquis exécutés ailleurs qu'à Madagascar et nécessaires pour la production des marchandises importées			
	15. Redevances et droits de licence (voir case 9 a)			
16. Produit de toute revente, cession ou utilisation ultérieure revenant au vendeur (voir case 9-b)....				
17. Frais de livraison jusqu'au lieu d'introduction :				
a) Frais de transport.....				
b) Frais de chargement et de manutention.....				
c) Assurance.....				
18. TOTAL B.....				
C. DEDUCTIONS : Coûts en MONNAIE NATIONALE compris dans A ci-dessus (*)	19. Frais relatifs à des travaux de construction, d'installation, de montage, d'entretien ou d'assistance technique entrepris après l'importation.....			
	20. Autres frais (spécifiez).....			
	21. TOTAL C.....			
22. VALEUR DECLARÉE (A + B - C)				
(*) Lorsque des montants sont payables en MONNAIE ETRANGERE, indiquez ici le montant en monnaie étrangère et le taux de conversion se rapportant à chaque élément et par article.				
Références		Montant	Taux de conversion	

DOUANES MALAGASY

D.V.1 bis

DECLARATION DES ELEMENTS RELATIFS A LA VALEUR EN DOUANE

A USAGE ADMINISTRATIF

		Position tarifaire	Position tarifaire	Position tarifaire
A. BASE DE CALCUL	11.a) Prix net dans la MONNAIE DE FACTURATION (prix effectivement payé ou à payer)			
	b) Paiements indirects (voir case 8)			
	(Taux de conversion)			
	12. TOTAL A (en monnaie nationale)			
B. ADDITIONS : Coûts en MONNAIE NATIONALE, non compris dans A ci-dessus (*) Indiquez CI-APRES les éventuelles décisions antérieures des autorités douanières en rapport direct avec ces questions	13. Coûts supportés par l'acheteur :			
	a) Commissions, à l'exception des commissions d'achat			
	b) Frais de courtage			
	c) Conteneurs et emballages			
	14. Produits et services fournis par l'acheteur, sans frais ou à coût réduit, et utilisés lors de la production et de la vente pour l'exportation des marchandises importées :			
	- Les valeurs indiquées seront imputées de façon appropriée.			
	a) Matières, composants, parties et éléments similaires incorporés dans les marchandises importées			
	b) Outils, matrices, moules et objets similaires utilisés lors de la production des marchandises importées			
	c) Matières consommées dans la production des marchandises importées			
	d) Travaux d'ingénierie, d'étude, d'art et de design, plans et croquis exécutés ailleurs qu'à Madagascar et nécessaires pour la production des marchandises importées			
15. Redevances et droits de licence (voir case 9 a)				
16. Produit de toute revente, cession ou utilisation ultérieure revenant au vendeur (voir case 9-b)				
17. Frais de livraison jusqu'au lieu d'introduction :				
a) Frais de transport				
b) Frais de chargement et de manutention				
c) Assurance				
18. TOTAL B				
C. DEDUCTIONS : Coûts en MONNAIE NATIONALE compris dans A ci-dessus (*)	19. Frais relatifs à des travaux de construction, d'installation, de montage d'entretien ou d'assistance technique entrepris après l'importation			
	20. Autres frais (spécifiez)			
	21. TOTAL C			
22. VALEUR DECLAREE (A + B - C)				

(*) Lorsque des montants sont payables en MONNAIE ETRANGERE, indiquez ici le montant en monnaie étrangère et le taux de conversion se rapportant à chaque élément et par article.

Références	Montant	Taux de conversion

ANNEXE I
à l'arrêté n° 1.172.1 du 25 OCT 2000
9000
NOTES INTERPRETATIVES EN MATIERE DE VALEUR EN DOUANE

Page 01

Première colonne	Deuxième colonne
Références aux dispositions du Code des Douanes et de l'arrêté n° du	NOTES
Art.24 (§ 1) du Code des Douanes	Le prix effectivement payé ou à payer s'entend du prix des marchandises importées. Ainsi, les transferts de dividendes et les autres paiements de l'acheteur au vendeur qui ne se rapportent pas aux marchandises importées ne font pas partie de la valeur en douane.
Art.24 (§ 1 a, iii) du Code des Douanes	Une telle restriction pourrait, par exemple, se produire lorsqu'un vendeur demande à l'acheteur d'automobiles de ne pas les revendre ou les exposer avant une date déterminée marquant le début de l'année pour les modèles en question.
Art.24 (§ 1 b) du Code des Douanes.	<p>Il pourra s'agir, par exemple, des situations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le vendeur établit le prix des marchandises importées en le subordonnant à la condition que l'acheteur achètera également d'autres marchandises en quantités déterminées ; b) le prix des marchandises importées dépend de ou des prix auxquels l'acheteur des marchandises importées vend d'autres marchandises au vendeur desdites marchandises importées ; c) le prix établi sur la base d'un mode de paiement sans rapport avec les marchandises importées, par exemple lorsque les marchandises importées sont des produits semi-finis que le vendeur a fournis à la condition de recevoir une quantité déterminée de produits finis. <p>Toutefois, des conditions ou prestations qui se rapportent à la production ou à la commercialisation des marchandises importées n'entraîneront pas le rejet de la valeur transactionnelle. Par exemple, le fait que l'acheteur fournit au vendeur des travaux d'ingénierie ou des plans exécutés à Madagascar n'entraînera pas le rejet de la valeur transactionnelle aux fins de l'article 24 (§ 1).</p>
Art.24 (§ 2) du Code des Douanes	<p>1. L'article 24 (§ 2 a et b) prévoit différents moyens d'établir l'acceptabilité d'une valeur transactionnelle.</p> <p>2. Le paragraphe 2 a) prévoit que, lorsque l'acheteur et le vendeur sont liés, les circonstances propres à la vente seront examinées et la valeur transactionnelle admise comme valeur en douane pour autant que ces liens n'ont pas influencé le prix. Il ne faut pas entendre par là que les circonstances de la vente devraient être examinées chaque fois que l'acheteur et le vendeur sont liés. Cet examen ne sera exigé que lorsqu'il y aura doute quant à l'acceptabilité du prix. Lorsque les autorités douanières n'ont aucun doute quant à l'acceptabilité du prix, celui-ci devrait être accepté sans que le déclarant soit tenu de fournir des renseignements complémentaires. Par exemple, les autorités douanières peuvent avoir examiné précédemment les questions des liens, ou être déjà en possession de renseignements détaillés concernant l'acheteur et le vendeur, et être déjà convaincues, sur la base de cet examen ou de ces renseignements, que les liens n'ont pas influencé le prix.</p>